

Commission: Sommet UE sur les Alternatives aux Routes de la Soie

Problématique: Quelle stratégie d'interconnexion avec l'Orient et l'Asie (fret, passagers, numérique)?

Auteur: Pays-Bas

Le régime politique mis en place au Pays-Bas est une monarchie constitutionnelle de longue tradition parlementaire. Le Roi Willem Alexander est le chef d'État des Pays-Bas depuis 2013. Le Premier Ministre a été Mark Rutte de 2010 à juillet 2023, date à laquelle sa coalition s'est effondrée. Le gouvernement est aujourd'hui "démissionnaire" c'est-à-dire qu'il gère les affaires courantes jusqu'à la nomination de son successeur. La capitale du pays est Amsterdam, où est localisé l'un des aéroports internationaux les plus fréquentés d'Europe, celui d'Amsterdam-Schiphol. Rotterdam, 2ème plus grande ville du Royaume des Pays-Bas, a un accès privilégié à la façade maritime européenne de la Northern Range, via son port, qui est le premier d'Europe et parmi les 10 premiers mondiaux. Ces 2 installations sont reliées entre elles et avec les pays voisins par des chemins de fers. Sur le point de vue technologique, la capitale abrite l'Amsterdam Internet Exchange, un des plus puissant point d'échange en Europe et dans le monde. La capitale néerlandaise ainsi que Groningen possède des data-centers importants pour le pays. De plus, il est implémenté à La Haye "The Hague Security Delta", le plus grand cluster en Europe, dans lequel coopèrent des entreprises de cybersécurité, des agences gouvernementales et des institutions.

Les nouvelles routes de la soie sont un projet stratégique chinois initié en 2013 et visant à relier économiquement la Chine à l'Europe, en intégrant les espaces d'Asie Centrale par un vaste réseau de corridors routiers et ferroviaires. Ce programme vise à créer, notamment par des prêts chinois aux pays manquants d'infrastructures, une nouvelle génération de comptoirs transnationaux. Ce projet a pour objectif d'après la Chine, de développer ses échanges commerciaux avec le reste du monde, mais avant tout de favoriser le libre-échange. L'Union Européenne pourrait elle aussi devenir un acteur mondial, notamment en se connectant davantage avec l'Orient et l'Asie. Ces interconnexions pourraient se faire dans le secteur du transport, notamment par voies maritimes et ferroviaires, et dans le secteur de l'informatique. Néanmoins, celles-ci représentent des difficultés: il faut que les pays interconnectés possèdent des infrastructures, ce qui n'est pas toujours le cas en Orient et en Asie. Il serait également nécessaire de partager les mêmes valeurs, ainsi que les mêmes objectifs environnementaux. Les Pays-Bas, possédant d'ores et déjà beaucoup d'infrastructures pouvant permettre ces interconnexions, peuvent jouer un rôle majeur dans cette politique.

Face à ces nouvelles possibilités, les Pays-Bas se montrent très ouverts à ces discussions, autant pour des relations bilatérales que des relations en passant par l'Union Européenne. Cet intérêt est porté en Asie dans la région de l'Indo-pacifique. En effet, les Pays-Bas souhaitent que l'UE développe sa propre vision de l'Indo-Pacifique, afin de promouvoir la coopération de l'UE avec la région sur la base d'un agenda européen spécifique, de manière à protéger et à promouvoir ses propres intérêts. Dans le même temps, les Pays-Bas doivent réfléchir à la manière dont ils peuvent contribuer à l'agenda de l'UE en renforçant leurs liens bilatéraux avec les pays de l'Indo-Pacifique. Quand à l'Orient, les Pays-Bas n'ont pas de grandes connexions avec les pays de cette région. Néanmoins, ils ont développé une relation avec les pays de la MENA, où 5% du trafic de fret en Méditerranée se fait entre les pays de la région. Le pays voudrait accroître le trafic EU-MENA. Quand au transport de passagers, il est d'ores et déjà très connecté à l'Orient et à l'Asie, mais il pourrait également être amélioré, en se connectant plus aux pays de l'ASEAN. Par ailleurs, les Pays-Bas sont convaincus que la transformation numérique est un enjeu important pour le développement des corridors de transport en Afrique. Le pays est vu comme une porte d'entrée sur le marché européen pour les plateformes numériques étrangères, notamment asiatiques

Les Pays-Bas ont pris plusieurs mesures juridiques pour faciliter leur interconnexion avec l'Orient et l'Asie : Ils ont ratifié l'Accord de partenariat économique global UE-Japon en 2018, qui élimine la plupart des droits de douane entre l'UE et le Japon et facilite les échanges commerciaux et

les investissements, tout en partageant les mêmes valeurs. Ils ont également signé l'Accord de partenariat économique UE-Singapour en 2019, qui supprime la plupart des droits de douane et établit des règles pour faciliter le commerce des services, les investissements et les marchés publics. Les Pays-Bas ont signé avec l'UE un autre partenariat avec Singapour: European Union-Singapore Digital Partnership (EUSDP) en 2023, qui permet de promouvoir l'échange d'informations et la coopération dans le domaine de la cybersécurité et de favoriser les investissements dans des infrastructures numériques résilientes et durables, y compris les centres de données et les câbles de télécommunications sous-marins pour la connectivité entre l'UE et l'Asie du Sud-Est. Des solutions potentielles pourraient être le développement de corridors logistiques numériques, en investissant dans des technologies numériques pour créer des corridors logistiques intelligents qui facilitent le suivi en temps réel du fret, afin d'améliorer l'efficacité et la sécurité des échanges commerciaux. Par ailleurs, on pourrait s'engager dans des projets d'infrastructure multimodale qui relient les Pays-Bas et l'Union Européenne à l'Asie via des routes terrestres, maritimes et aériennes. Cela pourrait inclure le soutien à des initiatives telles que le Réseau ferroviaire transasiatique et le Réseau routier asiatique. De plus, une autre solution serait de travailler à l'amélioration de la coopération régionale et bilatérale pour faciliter le transit des marchandises. Cela pourrait impliquer la négociation d'accords de facilitation du commerce qui réduisent les barrières tarifaires et non tarifaires et harmonisent les procédures douanières. Cependant, toutes ces solutions devraient être en accord avec des valeurs partagées et des ambitions communes du respect de l'environnement.

En conclusion, Les Pays-Bas ont pris des mesures concrètes pour faciliter l'interconnexion avec l'Orient et l'Asie, notamment en ratifiant des accords internationaux sur le transport aérien et la connectivité interrégionale. Cependant, le pays explore également de nouvelles solutions comme les corridors logistiques numériques et les projets d'infrastructure multimodale. Sur le plan politique, les Pays-Bas sont généralement considérés comme un pays plutôt europhile. Néanmoins, l'absence de gouvernement rend le pays plus instable, et la montée de l'extrême droite récemment pourrait rendre le pays plus eurosceptique.